



SOMMAIRE

ENERGIE – CLIMAT

- Les candidats au poste de chef du parti conservateur se positionnent sur le climat
- Le Treasury alerte sur le coût d'un réhaussement de l'ambition climatique du RU
- T.May a inscrit dans le droit britannique un objectif de neutralité carbone en 2050
- UKEF accusée de soutenir les énergies fossiles dans les pays en développement
- Total débute l'extraction de gaz sur le site de Culzean au large de l'Ecosse

NUMERIQUE

- Theresa May profite de la *London Tech Week* pour annoncer de nouveaux investissements dans la tech
- Facebook va créer 500 nouveaux emplois à Londres d'ici fin 2019
- L'entreprise EE commercialise ses services 5G auprès du grand public
- Le MI5 est accusé de collecter et de stocker des données personnelles illégalement
- Le Royaume-Uni veut faire rayonner ses industries créatives à l'étranger
- Les candidatures pour des « Tech Nation Visas » au RU ont augmenté de 45% en un an

SERVICES PROFESSIONNELS

- PwC va séparer ses activités d'audit en deux entités distinctes

RÉGIONS

- La politique d'aménagement du territoire anglaise perpétuerait les inégalités de richesse en Angleterre

INDUSTRIE

- La fuite d'une note confidentielle suscite des inquiétudes sur les stocks de médicaments en cas de *no-deal*
- Le passage aux véhicules électriques est entravé par des infrastructures de recharge insuffisantes

TRANSPORT - Les recettes du ferroviaire ont atteint leur plus haut niveau depuis 4 ans au RU.

Le nombre de voyages réalisés en train a fortement augmenté, atteignant un total de 2Md voyages, soit + 3% sur l'année. Les passagers de Londres et du sud-est constituent le principal moteur de cette croissance, puisqu'ils représentent la moitié de l'augmentation des ventes de billets. Ce dynamisme a engendré une hausse des recettes ferroviaires, augmentant de 6% pour atteindre 10,3 Md£, ce qui correspond à leur plus haut niveau depuis 2015. Toutefois, le nombre d'abonnement ayant baissé pour la troisième année consécutive malgré l'augmentation continue du nombre de «navetteurs» (*commuters*), le directeur général du *Rail Delivery Group* – organisation représentant l'industrie ferroviaire – appelle à une refonte de la tarification ferroviaire, afin que le système corresponde aux nouveaux modes de travail et de déplacement.

Les candidats au poste de chef du parti conservateur se positionnent sur le climat – dans la course à la chefferie du parti conservateur qui mènera de facto au poste de Premier ministre, plusieurs candidats du parti conservateur ont récemment partagés leurs vues sur les questions liées au changement climatique. Andrea Leadsom, Rory Stewart, Matt Hancock, Michael Gove, Dominic Raab et Boris Johnson ont repris à leur compte l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 dans le cas où ils seraient élus Premier ministre. Boris Johnson, climato-sceptique de longue date, aurait brusquement changé de position suite au mouvement d'Extinction rebellion d'avril dernier à Londres, en indiquant qu'avec lui le RU accueillerait la COP 26 en 2020 et qu'il ferait du RU un leader mondial de la croissance verte et de la décarbonation. Savid Javid a indiqué qu'il traiterait le changement climatique sur le même plan que le terrorisme alors que Jeremy Hunt qui figure en 3^{ème} position dans les sondages derrière Boris Johnson et Michael Gove semble être le seul à ne pas s'être positionné sur le sujet.

Th.May a inscrit dans le droit britannique un objectif de neutralité carbone en 2050.... - Dans un contexte où le Gouvernement britannique fait campagne pour accueillir la COP 26 à Londres en 2020, Theresa May a présenté un instrument statutaire (SI) réformant la loi de 2008 relative au changement climatique afin de faire du RU « le premier pays du G7 à légiférer pour atteindre la neutralité carbone ». Cet objectif à 2050, juridiquement contraignant, a été relativement bien accueillie par les organisations professionnelles, comme la CBI qui s'est félicité du rôle de premier plan du RU sur la scène internationale en matière de décarbonation. Carolyn Fairbairn, directrice-générale, a précisé que si entreprises étaient prêtes à jouer leur rôle, la neutralité carbone à horizon 2050 ne saurait se faire sans des politiques publiques adaptées. Si le parti travailliste a salué le rehaussement de l'objectif, ils ont toutefois appelé à ce que les secteurs du transport aérien et maritime international soient inclus dans le calcul des émissions.

...et le Treasury alerte sur le coût de cette ambition - Dans une lettre adressée à Th. May et qui a fuité dans la presse, le [Chancelier](#) Ph. Hammond a chiffré à 1 billion£ le coût visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au RU. L'atteinte de la neutralité carbone préconisée par le *Committee for Climate Change (CCC)* en mai, pourrait coûter de 50M£ (CCC) à 70M£/an (*Treasury*) et nécessiterait un changement majeur en matière de chauffage domestique et d'isolation, dans le secteur agricole mais également dans le domaine des transports avec une interdiction des voitures thermiques d'ici 2050 et un déploiement massif des bornes de recharge électrique. Cela pourrait se faire aux dépens d'autres budgets stratégiques: éducation, police ou santé ... Le Trésor britannique propose de travailler à une étude mesurant les impacts pour les producteurs et les consommateurs et appelle le Gouvernement à ne pas se lier par cet objectif dès lors que les pays voisins n'adopteraient pas le même. Cette lettre très critiquée par plusieurs think tanks et ONG pour ne pas prendre en compte les externalités positives et surestimer le coût total pour les finances publiques n'a pas empêché T. May d'introduire, le 12 juin dernier, un instrument législatif modifiant la cible actuelle contenue dans le *Climate Change Act* de 2008 qui prévoit une baisse de 80% des émissions par rapport à 2050.

UKEF accusée de soutenir les énergies fossiles dans les pays en développement – [UK export finance](#) (équivalent de Bpifrance Assurance Export S.A.S) qui offre des prêts et garanties aux exportateurs britanniques, vient d'être épinglé dans un rapport parlementaire de l'[Environmental Audit Committee](#). Le comité accuse UKEF d'avoir financé des projets de soutien aux énergies fossiles dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Cela équivaldrait à 1/5^{ème} de l'enveloppe totale d'UKEF. Ce rapport met en évidence les contradictions du RU entre ses engagements domestiques et ses pratiques à l'étranger alors que le Gouvernement envisage d'inscrire dans la loi l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050. UKEF a de son côté indiqué qu'il ne faisait que financer des projets privilégiés par les exportateurs (*demand led*) et que ces derniers auraient permis de remplacer certaines sources d'énergies fossiles encore plus polluantes. Un changement de mandat sera nécessaire selon le comité parlementaire qui appelle à ce que le Gouvernement interdise tout nouveau financement dans les énergies fossiles d'ici 2021 et que ce mandat soit directement lié aux objectifs du RU en matière de changement climatique. Le comité appelle également à rendre public le montant des émissions par projet.

Total débute l'extraction de gaz sur le site de Culzean au large de l'Ecosse – Total a débuté le 7 juin la production de gaz sur le site offshore de [Culzean](#) situé à 230 km d'Aberdeen et qui pourrait à terme produire l'équivalent de 100 000 barils de pétrole / jour soit 5% de la consommation de gaz du RU. Le projet d'un coût de 500 M\$ comprend 6 puits,

3 plateformes interconnectées et une plateforme flottante de stockage et de chargement. Le gaz ainsi récupéré transitera via le gazoduc CATS et sera acheminé à Teeside dans le Nord de l'Angleterre. Total qui détient 49,99% du champ gazier aux côtés de BP (32%) et du japonais JX Nippon (18,01%) a indiqué que ce projet réduirait le coût par baril synonyme de relance possible de l'exploration en mer du Nord.



Theresa May profite de la London Tech Week pour annoncer de nouveaux investissements dans la formation et les technologies quantiques – La Première Ministre a inauguré le plus grand festival dédié à la technologie au RU. Dans son [discours](#), elle a annoncé débloquer 13,5mn£ pour la formation de 2 500 nouveaux data scientists et experts en IA ainsi que 5mn£ pour encourager les entreprises à développer des formations en ligne. Theresa May a également annoncé un nouvel investissement public de 153mn£ dans les technologies quantiques, complété à hauteur de 205mn£ par le secteur privé. Elle a mentionné le lancement d'une étude sur la compétitivité du RU dans le numérique, conduite par Cindy Rose, CEO de Microsoft au RU. Jason Furman a par ailleurs accepté de continuer ses travaux sur la concurrence numérique au RU, et va conseiller le gouvernement sur la mise en œuvre de ses [recommandations](#), notamment sur la création d'une *Digital Markets Unit* en charge de mettre en place des mesures pro-concurrentielles dans le secteur du numérique. Le même jour, la Première Ministre a accueilli à Downing Street la première réunion du *Tech, Media and Telecoms Business Council* qui a vocation à faire remonter au gouvernement des recommandations du secteur privé dans ces différents secteurs.

L'entreprise EE commercialise ses services 5G auprès du grand public – EE est la première entreprise britannique à offrir la 5G à ses abonnés, ce qui fait du RU un des premiers pays européens à commercialiser cette nouvelle forme de réseau, après la Suisse, Monaco, Jersey et San Marino. Le concurrent de EE, Vodafone s'apprête à ouvrir son propre réseau 5G le mois prochain. Les opérateurs télécoms britanniques sont cependant inquiets des incertitudes quant à la possibilité d'utiliser des équipements Huawei dans leurs installations. Dans une lettre adressée au gouvernement la semaine dernière, ils insistent pour qu'une décision soit prise rapidement sur le sujet. A la fois EE et Vodafone utilisent à ce jour des équipements Huawei dans leurs réseaux 5G. Le Ministre de la Culture, du Numérique et des Sports Jeremy Wright a cependant annoncé qu'aucune décision ne serait précipitée, et que l'interdiction d'achat d'équipements Huawei aux Etats-Unis changeait la donne dans le débat au RU. L'Ambassadeur chinois au RU a mis en garde le pays contre les potentielles répercussions sur les relations commerciales sino-britanniques.

Facebook va créer 500 nouveaux emplois à Londres d'ici fin 2019 – Le réseau social a profité de la *London Tech Week* pour annoncer l'ouverture de nouveaux bureaux à Soho. La majorité des [500 nouveaux employés](#) vont intégrer l'équipe « *community integrity* » de Facebook, qui lutte contre les spams et autres menaces en ligne. D'ici six mois, Facebook devrait compter plus de 3000 employés dans la capitale britannique. L'entreprise indienne Infosys et l'entreprise japonaise NTT Data ont également annoncé l'ouverture prochaine de laboratoires d'innovation à Londres. La startup allemande de taxis aériens Liliium embauche quant à elle plusieurs centaines de développeurs dans son nouveau hub londonien.

Le MI5 est accusé de collecter et de stocker des données personnelles illégalement – La Haute Cour de Justice britannique accuse l'équivalent de la DGSI au Royaume-Uni de collecter des données personnelles grâce à des mandats accordés sur la base de fausses informations. Elle lui reproche également les modalités de conservation de ces données (durée de conservation, espaces de stockage flous et non sécurisés). Le manque de conformité au sein du MI5 aurait été dévoilé en interne en janvier 2016 mais révélé aux ministres seulement récemment. Le Ministre de l'Intérieur Sajid Javid a déclaré le mois dernier que le MI5 risquait d'enfreindre la loi en raison des difficultés qu'il avait à protéger les données personnelles qu'il détient. Cette affaire a été révélée suite à un contrôle judiciaire plébiscité par l'organisation de défense des libertés civiles Liberty. Par ailleurs, le mois dernier, un groupe d'associations et d'entreprises ont rédigé une [lettre ouverte](#) à GCHQ (*Government Communications Headquarters*) pour s'opposer à une mesure proposée par deux de ses employés qui consiste à autoriser la présence fantôme des forces de l'ordre dans des appels et discussions cryptées.

Le Royaume-Uni veut faire rayonner ses industries créatives à l'étranger – Le *UK Creative Industries Trade and Investment Board* (CITIB), entité dédiée à la promotion des industries créatives britanniques à l'étranger vient de

publier sa première [stratégie](#). Son objectif est de faire augmenter les exportations de biens et services du secteur à hauteur de 50% d'ici 2023. En parallèle de la publication de sa nouvelle stratégie, le RU a mis en avant le top 50 des entreprises dans le secteur de la createch dans le rapport « [Ones to Watch](#) », qui met à l'honneur les nouvelles technologies comme la réalité virtuelle (Arcade, HoloMe, KageNova), l'intelligence artificielle et l'IoT (Lume, ZEG.ai, Seenit).

Les candidatures pour des « Tech Nation Visas » au RU ont augmenté de 45% en un an – Tech Nation est en charge de soutenir auprès du Ministère de l'Intérieur les candidatures des « talents exceptionnels » non ressortissants de l'UE qui prétendent à un emploi qualifié dans le secteur technologique au RU. Depuis sa création en 2014, 1 650 personnes ont postulé au Tech Nation Visa, dont 650 durant l'année 2018-2019 contre 450 l'année précédente, soit une augmentation de 45% en un an. Les candidats sont principalement originaires d'Inde et des Etats-Unis et dans une plus faible mesure du Nigéria, de la Russie, du Canada, de l'Australie, Chine et Afrique du Sud.



PwC va séparer ses activités d'audit en deux entités distinctes – PwC UK a [annoncé](#) mettre en place une série de mesures visant à améliorer la qualité des audits du cabinet, au premier rang desquelles figurent le démantèlement de sa branche « audit » (5 500 auditeurs) en deux entités distinctes (d'une part audit externe et, d'autre part, audit interne, gestion, cybersécurité et risques technologiques) avec la création d'une unité d'audit numérique et le recrutement de 500 auditeurs expérimentés au Royaume-Uni. Le cabinet, qui s'est engagé à investir 30 M£ par an dans les formations et le développement de technologies pour optimiser la qualité des audits, a par ailleurs commandé un rapport indépendant sur les défis auxquels sont confrontés les auditeurs en 2019. Cette annonce intervient dans un contexte où les cabinets du *Big 4* sont régulièrement condamnés pour manquements par le *Financial Reporting Council*.



La politique d'aménagement du territoire anglaise perpétuerait les inégalités de richesse en Angleterre – Selon le *think-tank* [Centre for Cities](#), la politique d'aménagement du territoire aurait été un facteur d'accroissement des inégalités de richesse en Angleterre ces cinq dernières années. En effet, les mesures d'aménagement comme la « *green belt* » se seraient traduites par un rationnement des terres disponibles pour le développement urbain. En conséquence, le développement économique des villes ne s'est pas accompagné d'une évolution parallèle de l'offre de logement. Ce phénomène s'est traduit par la hausse des prix des logements existants et donc l'enrichissement de leurs propriétaires. *Centre for Cities* se prononce pour une politique d'aménagement davantage liée à la demande et une taxation plus sévère de la propriété immobilière pour réduire les inégalités. Il s'agirait de supprimer le programme *Help to Buy*, réformer la taxe d'habitation et supprimer l'exonération d'impôt sur les plus-values immobilières.



La fuite d'une note confidentielle suscite des inquiétudes sur la disponibilité de certains médicaments en cas de *no-deal* – Une note du cabinet, préparée le 21 mai, avertit que le RU n'est pas encore pleinement préparé à une sortie sans accord. Notamment, elle estime qu'entre six et huit mois supplémentaires sont nécessaires au gouvernement pour mettre en place les dispositions permettant la bonne constitution de stocks de médicaments d'ici au 31 octobre. Elle indique qu'à cet égard, la collaboration avec l'industrie pharmaceutique gagnerait à être renforcée. La note indique par ailleurs que si les ministères ont mis en œuvre 85% de leurs plans de contingence, des pans essentiels de la préparation à une sortie sans accord (« *core no-deal plans* ») sont peu développés. Refusant de commenter cette fuite, un porte-parole du ministère de la santé a indiqué qu'ils travaillaient avec l'industrie pharmaceutique sur un plan de contingence depuis 18 mois, et qu'ils continueraient à le faire dans le futur. Dans ce contexte, l'Institute of Directors (IoD) a appelé les entreprises à accélérer leurs efforts pour se préparer à une sortie sans accord. En effet,

si la proportion des membres de l'IoD ayant enclenché des préparatifs de sortie a augmenté entre janvier et avril, passant de 18 à 23%, plus de la moitié des membres n'ont toujours pas débuté leurs préparations, et seuls 4% d'entre eux ont déclaré qu'ils utiliseraient le temps supplémentaire pour accélérer leurs efforts.

Le passage aux véhicules électriques est entravé par des infrastructures de recharge insuffisantes – Si les ventes de véhicules exclusivement électriques ont augmenté rapidement au Royaume-Uni, +63% en un an, elles ne représentent toujours que 0,9 % des ventes de véhicules neufs, selon la SMMT. Cette faible part de marché pourrait être le résultat de l'insuffisance des infrastructures permettant la recharge des véhicules électriques. National Grid a par exemple conduit une expérience afin de tester l'état de préparation du RU aux véhicules électriques : un aller-retour en voiture électrique des bureaux de l'entreprise à Wokingham jusqu'à Teeside (900 Km) requiert 4 heures de recharge pour 9 heures de conduite. Ces résultats corroborent les conclusions de la Commission BEIS des Communes qui estime que le réseau d'infrastructures britanniques est "médiocre" et "déficient en termes de taille et de couverture géographique". Or, si le RU entend atteindre son objectif de neutralité carbone dès 2050, les questions relatives à la recharge des véhicules, notamment sur de longs trajets, et aux investissements requis dans les réseaux d'énergie pour soutenir cette recharge, devront être considérées comme des priorités par le prochain gouvernement.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, christian.fatras@dgtresor.gouv.fr



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)